A PROPOS DES MIGRATIONS BETSILEO DANS L'OUEST MALGACHE

par
Bernard SCHLEMMER

Les recherches que j'ai menées à Madagascar, si elles m'ont conduit à m'intéresser au pays Betsileo, ne m'ont pas permis de consacrer à cette région suffisamment de temps pour répondre réellement aux questions que je me posais. Aussi ma participation à ce Colloque consistera-t-elle davantage à reposer celles-ci aux différents spécialistes avec lesquels j'ai l'honneur et la chance d'être réuni ici, bien plutôt qu'à apporter des réponses aux problèmes qu'elles soulèvent, sinon sous forme d'hypothèses. Si ma participation a néanmoins un sens, si elle peut apporter cependant une contribution aux débats, c'est que ces questions que je vous pose - auxquelles un trop bref travail sur le terrain ne m'avait pas permis de répondre de façon satisfaisante - trouvent leur sens dans le cadre d'une recherche plus approfondie conduite dans le Menabe, recherche qui m'a mené justement à m'interroger surr l'analyse qu'il convenait de faire du comportement socio-économique sinon des Betsileo, du moins de Betsileo : ceux qui s'étaient implantés dans cette région, et dont le nombre interdit d'y voir quelques cas d'espèce, mais bien un phénomène social, phénomène dont la clé doit se trouver dans leur pays d'origine.

Le Menabe, en effet, depuis la fin des années 1950, c'est-à-dire depuis que la région a cessé d'offrir des perspectives suffisamment alléchantes pour que des vagues successives de migrants viennent, comme c'était jusqu'alors le cas,

 OMALY SY ANIO, 1986, 23-24, 443-452

renouveler sans cesse la force de travail disponible (et au moins jusqu'à l'instauration du régime actuel : j'ignore si les choses se sont modifiées depuis), se caractérisait par une étonnante division du travail qui recoupait celle des différents groupes ethniques présents dans la région : division du travail s'opérant en fonction des différents rapports sociaux de production reliant les producteurs au système capitaliste qui s'est développé sur place :

- Les Sakalava avaient, dans une large mesure, maintenu leur système de production ou adapté celui-ci aux conditions de l'économie de marché de telle façon que n'était pas remise en cause leur organisation socio-économique. La vente des produits de leur propre culture - qu'ils orientaient en fonction des demandes du marché - leur permettait au moins d'acquitter le montant de l'impôt et de se procurer le numéraire qui leur était strictement nécessaire, sans que fussent profondément modifiés ni les techniques, ni les rapports sociaux de production "traditionnels". Le salariat ne s'est pas développé parmi eux et, s'ils étaient métayers, c'était d'un autre Sakalava (ou alors, ils vivaient très mal leur situation). Leur système économique et leur organisation sociale semblait presque totalement préservés, et comme "coupés", indépendants du système économique capitaliste, en particulier de l'économie de plantation qu'avait imposée le colonat et qu'il s'était finalement réservée sous forme de concessions tabacoles.

- Ainsi ce colonat ne trouvait-il donc à recruter sa main-d'œuvre que parmi les seules populations immigrées qui cherchaient à s'employer sur les concessions (ce qui n'était généralement le cas ni des Bara, ni des Antandroy qui, à l'instar des Sakalava, vivaient le plus souvent leur mode de vie de pasteurs itinérants, dont la présence dans la région ne saurait être donnée que comme passagère).

- L'essentiel de la force de travail impliquée dans le système de production mis en place par la colonisation était donc constitué par les Korao d'une part (terme qui désigne collectivement les différentes ethnies du Sud-Est : Antaisaka, Antaifasy, Antaimoro) et par les Betsileo d'autre part ; mais avec des comportements bien tranchés.

• Les Korao - ceux qui, du moins, ne vivaient pas de leurs cultures propres en se tenant à part dans des villages ou dans des quartiers qui étaient les leurs - s'employaient volontiers dans les concessions, y compris comme salariés, mais pour des périodes de courte durée, ou au moins souhaitées telles (1 à 3 ans) ; à la suite de quoi ils retournaient au pays d'origine, à la tête d'un troupeau de bœufs que leurs revenus économiques au cours du séjour leur avait permis d'acquérir.

• Les Betsileo, par contre, s'ils s'employaient également dans le secteur des concessions, le faisaient pour des périodes de durée bien plus longue, de préférence comme métayers et non comme salariés (sauf pour quelques-uns dont la qualification professionnelle les faisait accéder à un statut élevé), et de préférence métayers d'un Karanga (ou, mieux, d'un Sakalava) plutôt que d'un Européen. Et s'ils poursuivaient le but de vivre de leurs cultures propres, c'était, à l'inverse encore des Korao, en s'intégrant dans l'organisation économique et, si possible, sociale des Sakalava, en contractant avec ceux-ci le serment de sang *fatidra* ou l'union matrimoniale. Les retours au pays se font de plus en plus rares et occasionnels.

Or, si une telle division du travail, qui trouve son origine et son orientation dans l'imposition d'un système capitaliste dans le pays, remonte bien à l'implantation effective de l'économie coloniale locale (c'est-à-dire au démarrage foudroyant de la culture du pois du Cap, en 1914), elle n'a pas pour autant toujours revêtu les mêmes formes. Et tout particulièrement en ce qui concerne les Betsilec : leur intégration dans l'organisation sociale Sakalava est aujourd'hui telle que la plupart se déclarent comme Sakalava eux-mêmes et font tout pour faire oublierr leur origine. Il m'a été rarement donné d'apprendre celle-ci de leur propre bouche et, lorsque je connaissais déjà, par d'autres sources, leur appartenance ethnique, leur réticence à aborder l'histoire de leur migration était manifeste. Il ne m'était pourtant pas bien difficile d'apprendre qu'à l'instar des villages ou quartier Korao, tel ou tel groupement était réputé "Betsileo", ni nécessaire de remonter bien loin dans le passé pour connaître l'origine de cette réputation : jusque vers les années 1950, rien ne différenciait fondamentalement le comportement socio-économique des Betsileo d'avec celui des Korao.

Aujourd'hui, tout se passe comme si, alors que les Korao continuaient de vivre leurs migrations comme migrations temporaires, les Betsileo vivaient la leur comme migration fatalement de longue durée (de très longue durée) et se posaient avant tout le problème d'un accès à la terre et d'un statut social durable - et non celui d'un gain monétaire rapide. Comment expliquer une telle divergence d'évolution ? Car les facteurs extérieurs qui permettent de comprendre ces phénomènes migratoires semblent bien être les mêmes, dans le cas Betsileo ou Korao.

Nous parlerons donc essentiellement des migratoires temporaires d'une certaine durée (de près d'un an ou plus) qui ont pris naissance durant la période coloniale et qui ont revêtu, durant cette période, une ampleur considérable. Il est en effet inutile de s'étendre ici sur les mouvements de populations remontant à l'époque pré-coloniale qui, dépendant essentiellement des enjeux politiques d'alliance ou de rivalité entre les différents royaumes, n'avaient que peu de lien avec des causes économiques ou, moins encore, démographiques ; et peu pertinent de s'attacher aux déplacements saisonniers liés aux décalages du calendrier cuturel de la riziculture, à des occupations de mortes-saisons (cueillette du café, embauche comme scieur de long, etc...) ou des activités secondaires périodiques : et moins encore de parler des opportunités de travail liées à une spécialisation professionnelle, la scolarisation du pays betsileo, bien plus avancée - pour des raisons historiques multiples - qu'en pays korao, aboutissant à un problème de sous-emploi des jeunes qualifiés qui ne trouvent à employer leur compétence qu'hors du pays, là où la concurrence sera moins vive ; tous ces types de migrations nous semblent relever d'autres motivations, répondre à d'autres nécessités. Peut-être faudrait-il par contre relier à notre question ces mouvements de populations plus lents et plus durables, qui peuvent sans doute s'analyser comme une expansion d'un système de production par "colonisation douce" de régions où la compétition foncière n'apparaît pas trop vive (phénomène qui intéresse surtout le Betsileo). En effet, ces mouvements ont pris, avec les débuts de la colonisation, une certaine extension, pour se ralentir très rapidement dès lors que le gain attendu à long terme par le défrichement des terres non cultivées se

voyait concurrencé par l'argent plus rapidement gagné qu'offraient les cultures de rapport mises en place par l'économie coloniale ; mais ils sont réapparus - notamment en direction des "terres neuves" du Moyen-Ouest, avec la disparition de ces facilités. Ainsi ces mouvements semblent se poser comme une alternative aux départs vers les concessions ; et ils posent en outre le même problème, qui nous paraît essentiel : celui du "retour" au pays d'origine. Car, s'il s'agit en fait, dans la plupart des cas, d'émigration définitive (le nombre de personnes concernées, faible par rapport à celui de migrants temporaires vers les cultures de rapport, est pourtant assez important pour que l'on doive en parler comme d'un phénomène démographique d'émigration définitive), pour autant nous partageons l'analyse de Gérard Roy selon laquelle même "l'émigration définitive à Madagascar, est une migration qui n'est jamais perçue comme telle par l'émigrant" (p. 50), au moins jusqu'à une date récente. La juxtaposition des villages d'immigrants à côté des villages autochtones plutôt que leur inter-pénétration, la rareté des unions matrimoniales, au moins durant une longue période, l'envoi d'argent au pays, le rapatriement des bœufs, les retours périodiques et surtout, l'absence de tombeaux autres que provisoires en constituent les signes.

La raison la plus souvent avancée, pour expliquer les mouvements migratoires de longue durée, est celle de la "surpopulation" ou, si l'on préfère, d'un rapport défavorable entre population et ressources. Or, cette explication, si on ne peut pas la rejeter totalement, ne saurait être, en tout cas, suffisante. Certes, il semble tentant d'appliquer une telle lecture aux migrations faites au départ des Hauts-Plateaux ou du Sud-est, régions qui comptent, de fait, parmi les plus densément peuplées de Madagascar et parmi celles qui envoient le plus facilement à l'extérieur un nombre important de travailleurs, et pour des périodes relativement longues. Mais leurs densités de populations n'ont cessé de s'accroître, depuis le début de la colonisation, et sans que les ressources qu'offrent ces pays aient cru dans la même proportion ; de sorte que ce rapport population-ressources était, dans les années 1960, sensiblement plus ressenti que dans les années 20 ou 30 : or, l'ampleur du phénomène migratoire, bien loin de s'amplifier en conséquence est, sans commune mesure, plus faible aujourd'hui. De plus, on peut considérer que l'occupation du sol cultivable - il n'est que de voir le paysage betsileo, façonné par des cultures en terrasses, aux parcelles nouvelles de plus en plus réduites, pour s'en convaincre - est plus dense encore sur cette partie des Hauts-Plateaux que sur la côte sud-est. Or c'est le pays betsileo, et non les pays korao, qui a le premier et le plus sensiblement cessé d'alimenter l'Ouest et le Nord malgaches en vagues successives de travailleurs migrants. D'autres facteurs extérieurs sont donc à considérer, qui renvoient essentiellement, nous semble-t-il, à l'instauration du système colonial. Comme le dit encore Gérard Roy : "ces migrations semblent trouver leur originalité dans le fait qu'elles ne sont pas le résultat d'une évolution interne de l'univers malgache (lié à l'industrialisation, par exemple), mais qu'elles sont nées du contact de deux réalités qui co-existent dans un rapport de dépendance de l'une par rapport à l'autre" (p. 10).

Du seul fait de son instauration, le système colonial, en portant suppression de l'esclavage et en faisant régner son ordre sur l'ensemble du territoire, provoquait et favorisait les déplacements entre régions. En outre l'obligation de

payer l'impôt, délibérément imposée en vue de contraindre les habitants à produire un surplus destiné à la vente, faisait naître le besoin de ressources nouvelles. Et, surtout, le système économique mis en place par la colonisation aboutissait, à l'échelle de l'île toute entière, à une sorte de division du travail : les terres riches et peu peuplées de l'Ouest, du Nord et d'une partie de la côte orientale étaient soumises tout d'abord à des projets latifundiaires ambitieux, puis concédées à la petite colonisation, mais de toutes façons vouées à l'exploitation, au profit des nouveaux dominants, de cultures de rapport. La main-d'œuvre locale n'y suffisait pas, et les régions soit trop peu riches de potentialités agricoles favorables aux cultures coloniales (le Sud), soit présentant une forte densité démographique (Hauts-Plateaux, côte sud-est) devaient servir de réservoir de main-d'œuvre, les Hauts-Plateaux constituant également le grenier à produits vivriers de l'île, pour son auto-alimentation. Dans ce contexte, le pays betsileo était tout à la fois densément peuplé, soumis à une pression fiscale forte - bien plus forte, pour des raisons d'opportunité politique, que dans l'Ouest par exemple - et surtout - du fait de sa proximité de la capitale - soumis à une pression fiscale efficace, mais trop éloigné d'elle pour voir s'ouvrir chez lui les mêmes opportunités nouvelles d'emploi que connaissait l'ancien royaume merina. Les Betsileo seront donc les premiers à répondre à cet appel de main-d'œuvre : ils seront bientôt suivis par les Korao, qui partiront pour les mêmes raisons.

C'est dans la Menabe que ce système fonctionne le plus longtemps et comme à l'état pur, de façon caricaturale. les cultures qu'y développait le colonat- en fonction de la rentabilité de leur cours sur le marché mondial - y connaîtront de tels booms, en effet, qu'un flot d'immigrants n'a cessé de venir, pendant tout l'entre-deux-guerre et même au-delà, grossir les rangs de ceux qui voulaient participer à la prospérité que connaissait par à-coups la région et dont ils espéraient tirer leur part. Et il s'est trouvé que le Menabe s'est vu capable de faire se succéder ainsi, selon la vogue du moment, telle ou telle quasi mono-culture, correspondant à une demande extérieure démesurée : c'est le caoutchouc tout d'abord, qui cesse d'être exploité en 1913, tous les arbres à latex ayant été saignés à mort ; le pois du Cap, surtout, prend la relève, de 1914 à 1922, suivi de la vente des peaux de bœufs, qui décimera le cheptel entre 1923 et 1928 ; de 1928 à 1934, le tabac connaît sa première vogue ; il est concurrencé alors par une flambée délirante du maïs, de 1935 à 1940, puis assurera à nouveau une relative prospérité au colonat, avec même un ultime boom, en 1948-1950 ; au-delà, par contre, l'économie coloniale va s'enfoncer dans un marasme dont elle ne se sortira plus.

Dès le début de cette époque fastueuse, la facilité et la rapidité avec lesquelles se réalisait le profit a déterminé le type de colonisation qui c'est instauré, type que l'on peut qualifier de "colonisation-parasite", en ce sens qu'elle se contentait purement et simplement de tirer la sève de l'économie locale, sans l'enrichir en aucune façon : sur les concessions européennes, les méthodes de travail, pratiquement, restaient exactement les mêmes que celles employées dans la section de la production malgache, les rendements ne connaissaient aucune amélioration sensible. De ce fait, il en résulta également que, jusqu'aux années 30, la production de la petite paysannerie indépendante -

que celle-ci soit sakalava ou d'origine immigrée - restait compétitive. L'occupation du sol, encore dispersée, laissait à la disposition des nouveaux arrivants des terres cultivables, les droits fonciers sakalava en vigueur ne s'opposant pas à ce qu'ils s'y installassent. En outre, les produits de rapport recherchés n'impliquaient aucun bouleversement de l'économie lignagère des uns ou des autres : les techniques étaient connues, les outils restaient adaptés, les rapports sociaux acceptés. Il résulte de toutes ces circonstances que ces immigrés ont pu s'intégrer à la vie locale sans soulever trop de difficultés, leur venue ne perturbant pas les modes de production coutumiers ; et l'on vit nombre d'entre eux se faire, plutôt que des colons, les métayers des Sakalava, voire finir par s'établir à leur propre compte. D'autant que le colonat, durant toute la vogue du pois du Cap, tirait alors plus de profit de la commercialisation de la production (dont la vente directe ne lui paraissait pas devoir être d'un rapport sensiblement plus intéressant) et ne s'était donc pas encore livré à l'accaparement des terres qu'il réalisera par la suite, laissant les paysans fournir une part largement majoritaire du tonnage exporté. Les Sakalava, en particulier, n'en étaient donc pas encore arrivés au moment où l'écoulement de leur production - cultivée en faire-valoir direct ou, surtout, en confiant leurs terres en métayage aux populations immigrées - se verra bloqué par la monopolisation de cette culture au profit des colons, devenus les grands accapareurs de la terre, d'une part, et, conséquemment, de la main-d'œuvre immigrée.

Mais la crise du pois du Cap va contraindre le colonat à se reconvertir à la culture du tabac, au moment même où s'amorce, parmi ces populations immigrées, un exode qui ne laisse sur place que ceux de leurs membres qui peuvent s'adonner à la vente des peaux de bœufs.

Les colons en sont alors, pour un temps, réduits à aller eux-mêmes chercher leur main-d'œuvre jusqu'à l'autre bout de l'île, là où ils pensent possible de recruter des travailleurs consentant à s'expatrier ; en y mettant ce prix, leurs difficultés seront cependant vite résolues. Au début des années 30, les données sont donc modifiées face à la mévente des bœufs, la mévente des produits agricoles autres que le tabac, la confiscation progressive de cette culture par le colonat européen qui accélère brutalement son mouvement d'accaparement des terres, les Sakalava se voient contraints, pour conserver un revenu minimum, d'imposer aux métayers immigrés (auxquels ils donnaient leurs terres à des conditions, jusqu'alors, d'une telle souplesse qu'il n'existait guère de difficultés entre bailleurs et preneurs) un régime autrement plus exigeant ; il en résulte une multiplication de conflits nouveaux, entre les parties, dont le propriétaire foncier - en droit traditionnel seulement - ne sortira pas toujours vainqueur. L'immigré nouvel arrivant, lui, sera guetté par le Sakalava, qui cherchera à l'exploiter, mais aussi par les immigrés déjà installés qui s'opposeront par tous les moyens à ce qu'un nouveau venu prétende se tailler, aux dépens de la leur, si difficilement acquise, une part de la richesse que l'on peut encore retirer du pays. La vogue du tabac, ouvre alors aux immigrés de nouvelles possibilités d'emploi, sinon comme producteurs indépendants (à ceux que la politique systématiquement hostile de la Mission des tabacs n'arrivait pas à dissuader, quelques passages à tabac - sans jeu de mot ! - jamais connus de la Justice, quelques mystérieux incendies de récoltes, voire de village particulièrement têtu, ont servi

d'arguments vite convaincants...), du moins comme métayers sur les concessions européennes ; ces emplois maintiendront ainsi le courant migratoire, aussi longtemps que cette culture connaîtra le même succès.

Vers les années 1950, par contre, les revenus à escompter de cette activité cessent d'être aussi rémunérateurs et deviennent comparables à ceux que l'on peut attendre d'un travail effectué dans son propre pays. C'est alors que se révèle la divergence entre les migrations korao et betsileo : la première se poursuit néanmoins, même si elle diminue en nombre, tandis que la seconde va décliner rapidement. Il faut donc bien analyser d'autres facteurs que les seuls facteurs extérieurs, pour comprendre ces mouvements de migration : chercher les causes internes aux formations sociales qui en ont été porteuses.

Ne peut-on penser que les systèmes économiques et sociaux des peuples korao aient non seulement "admis", mais véritablement "investi" les migrations, les aient intégrées à leur propre logique, pour les faire participer à leur propre reproduction ? Les groupes dominants, menacés par la possibilité offerte à tous d'accéder à des revenus monétaires et, partant, de les supplanter dans leur statut social privilégié, surent interdire le salariat sur place en le présentant comme "déshonorant" ; les prétendants furent contraints de partir ailleurs chercher fortune ; l'argent gagné en pays d'immigration sera immédiatement transformé en bœufs - seule richesse socialement acceptable ; et ceux-ci, ramenés au pays d'origine, seront immédiatement convertis en denrées de fête - seule comportement socialement acceptable. Loin de percevoir la migration comme l'obligation de se soumettre à la logique de la domination coloniale, l'on aura nié celle-ci en réactulisant sous de nouvelles formes sa propre logique : l'émigration ne saurait être que temporaire mais, du même coup, les rapports d'exploitation capitalistes auxquels on peut être amené à participer ne représentent qu'un moyen, nécessaire et provisoire, le temps d'accumuler le capital en bœufs indispensable pour s'assurer un retour triomphal. Le système peut perdurer même si, avec le temps, ses contradictions s'aiguisent : les obligations dotales et cérémonielles, causes des départs, connaissent, pour réguler le rapport entre l'argent ainsi gagné à l'extérieur et le statut social auquel il peut faire prétendre, une inflation croissante, et les migrations se font de plus en plus longues...

D'un autre côté, ne peut-on penser que le système économique et social betsileo ait pu "admettre" les migrations, pour autant que celles-ci n'affectaient pas sa capacité de reproduction, mais sans pour autant les faire participer à celle-ci ? Or, lorsque le marché du travail s'est stabilisé, lorsque se ralentit la possibilité d'acquérir à l'extérieur des revenus monétaires sensiblement plus vite, et des revenus sensiblement plus élevés que sur place, alors ce type de migrations perdit toute efficacité, toute crédibilité aux yeux des Betsileo : même lorsque l'émigration pouvait sembler encore "payante" en comparant en termes strictement monétaires les écarts entre revenus escomptés sur place ou en pays d'accueil, même alors, il suffit que cet écart ait baissé pour que ceux qui seraient partis quelques années plus tôt, préfèrent maintenant chercher sur place la possibilité de développer des potentialités nouvelles. D'autant que, là ausi, les contradictions se sont accentuées dans les sociétés rurales des Hauts-Plateaux, entre la persistance d'un mode de production lignager et l'aggravation de sa

domination par le capitalisme marchand : en pays betsileo, la terre se fait trop rare pour que le système puisse réintégrer les migrations ; faute d'espoir de retour, les départs ne se font plus. Seuls, ceux qui n'ont déjà plus accès à la terre sont contraints à l'exil. N'est-ce pas ainsi que l'on peut interpréter leur comportement actuel, au Menabe ? Ceux-là feront tout pour nier leur déracinement. Il s'agit, pour eux, de jouer la "tradition", que l'on crée en l'opposant au système instauré par la colonisation, auquel l'on n'acceptait autrefois de se plier que parce qu'on pouvait en tirer profit sans mettre en péril sa propre identité culturelle. Désormais, l'on cessera, aussitôt que possible, de travailler sur les concessions européennes et l'on cherchera - allant jusqu'à "oublier" ses origines - à s'insérer dans la société sakalava, perçue comme parallèlement "traditionnelle", puisque "refusant" pareillement de travailler sur les concessions.

A contrario, dans des régions comme le Moyen-Ouest ou le Nord-Est de l'île, ne voit-on pas les Betsileo, face à l'absence d'une population originaire qui puisse leur servir de médiatrice dans l'accès à la terre, contraints d'affirmer jusqu'à l'absurde le caractère temporaire de leur émigration : ce n'est que tout récemment, semble-t-il, que sont apparus là des tombeaux betsileo, les anciens tombeaux ayant, jusqu'alors, toujours été présentés comme "provisoires".

Il s'agit bien de nier l'exil, soit que l'on caresse le rêve du retour, là où l'on se retrouve seul, soit que l'on se déclare chez-soi, là où l'on a réussi à se faire accepter.-

BIBLIOGRAPHIE

• OUVRAGES SUR LES MIGRATIONS A MADAGASCAR :

- REGATY (R) et CASTELLE (H) - *Modalités et conséquences des migrations intérieures récentes des populations malgaches*, Impr. Officielle, Antananarivo 1941, 48 p.

- DESCHAMPS (H) - *Les migrations intérieures à Madgascar*, Berger, Levrault, Paris 1959, 283 p.

- ROY (G) - Etude sur les migrations intérieures à Madagascar, ORSTOM, Antananarivo 1963, 150 p. ronéo.

• OUVRAGES SUR L'OUEST MALGACHE PENDANT LA PERIODE CONTEMPORAINE, INTEGRANT LE PROBLEME DES MIGRATIONS :

- FAUROUX (L) - *La formation Sakalava, ou l'histoire d'une articulation ratée*, ORSTOM, Paris 1985, 405 p. ronéo.

- CHAZAN (S) - *Etude de l'évolution des formes d'organisation sociale et leurs conséquences sur le régime foncier dans la région de Morondava-Mahabo*, Antananarivo 1963, 143 p. ronéo.

- OTTINO (P) - *Les économies paysannes malgaches du Bas-Mangoky*, BERGER-LEVRAULT, Paris 1963, 375 p.

- SAUTTER (G) - WAAST (R), FAUROUX (E) SCHLEMMER (B), LE BOURDIEC (F), RAISON (J-P) et DANDOY (G), *Changements sociaux dans l'Ouest malgache*, ORSTOM, Paris 1980, 253 p.

- SCHLEMMER (B) - *Le Menabe, histoire d'une colonisation*, ORSTOM, Paris 1983, 267 p.

- SCHLEMMER (B) - "Les Sakalava du Menabe et la colonisation de la vallée de la Tsiribihina", in *Essais sur la reproduction de formations sociales dominées*, ORSTOM Paris 1977, pp. 139-158.

• OUVRAGES TRAITANT DES EVOLUTIONS ECONOMIQUES DU BETSILEO :

- DELENNE (M) - "Deux terroirs dans les terres neuves du Moyen-Ouest malgache", in *Etudes rurales*, n°s 37-39, pp. 409-448.

- FAUROUX (E) - *Les transformations d'une communauté villageoise malgache*, ORSTOM, Antananarivo 1970, trois tomes ronéo.

- RAISON (J-P) - *Les Hautes-Terres de Madagascar*, ORSTOM, Karthala, Paris, 1984, 2 tomes.

FAMINTINANA

Saiky mpiasa karamain'ny voanjo mpamboly daholo ny Korao mpifindra monina taona vitsivitsy any amin'ny faritr'i Menabe nandritra ny fanjanahan-tany. Ny Betsileo mpiavy kosa dia tsy mba nikarama fa nanofa tany hovolena tamina Sakalava aloha ary taty aoriandriana tamina voanjo. Mazàna no nanorim-ponenana mihitsy izy ireo, satria tsy nananon-tsarotra taminy loatra ny nifandray tamin'ny Sakalava. Tetsy andanin'izany dia nahazoany tombony betsaka ny voly paraky. Nanomboka tamin'ny taona 1950 teo ho eo dia nihena anefa ny tombom-barotra, koa naleon'ny Betsileo tsy nandao intsony ny tanindrazany. Nisy vitsivitsy ihany anefa voaterin'ny tsy fananana ka nifindra monina; amin'izay fotoana izay dia mitonon-tena ho Sakalava mihitsy izy ireo.

SUMMARY

Contrary to the Korao from the South East - those were temporary migrants who during the colonial time worked as temporary hands to the European land owners - the Betsileo were tenant farmers, leasing their lands first from the Sakalava, then for Europeans, and so were ready to settle themselves in the Menabe. From 1950's, as the price of tobacco has greatly decreased, the Betsileo were less and less willing to leave their villages, except for very poor who were able to adapt themselves completely to the life of the new society and considered themselves Sakalava.